

propose aucune solution de rechange aux politiques proposées par le gouvernement. On y prétend que, d'après la déclaration du premier ministre (M. Trudeau), le Canada passe de l'internationalisme à l'isolationnisme. Mais à mon avis, monsieur l'Orateur, le discours et la déclaration du premier ministre du 3 avril dernier montrent bien que le gouvernement s'oriente précisément dans le sens contraire, vers l'extérieur, vers un internationalisme plus marqué et un isolationnisme moins prononcé.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Sharp: Il ressort clairement du discours du premier ministre que le Canada élargit ses horizons de tous côtés et est bien déterminé à jouer un rôle encore plus actif dans les affaires internationales. Les propositions constructives et conservatrices faisaient défaut dans le discours du chef de l'opposition. Je n'en ai pas entendu une seule, bien que j'aie suivi avec la plus grande attention son excellent discours du point de vue politique, discours dépourvu de toute idée créatrice et j'ai vraiment admiré la façon dont il a mené son attaque mais, malheureusement, monsieur l'Orateur, il n'y avait rien dans ce discours. C'était le vide complet. On y décelait une façon de penser, mais aucune suggestion utile sur le rôle international du Canada de nos jours.

Le débat démontre jusqu'ici, selon moi, que c'est l'opposition conservatrice qui s'isole à la Chambre. Les membres du parti ministériel et du Nouveau parti démocratique ont quelque chose à proposer, mais les propos du chef de l'opposition reviennent à ceci: «Laissons les choses telles qu'elles sont. La situation actuelle est agréable et aisée. Comme représentant de mon parti, je n'ai pas l'intention de proposer de changements».

Une voix: Quelles sont vos propositions?

L'hon. M. Sharp: La Chambre est saisie d'une motion rédigée en termes très clairs et le chef de l'opposition n'a rien fait d'autre que de reprocher au gouvernement sa déclaration. Le sous-amendement présenté par les néo-démocrates renferme également des reproches, mais contient au moins des propositions positives. Le problème que dénote leur amendement, toutefois, en est un qui semble hanter les membres de ce parti. Il est basé non point sur le monde tel qu'il est, mais sur le monde tel qu'ils se le représentent. Cependant, le gouvernement doit assumer ses responsabilités et prendre le monde comme il est. Le Canada et les Canadiens doivent évoluer dans un monde bien plus dangereux et

plus complexe que les membres du Nouveau parti démocratique voudraient nous le faire croire.

Le chef de l'opposition a présenté un raisonnement compliqué pour donner à entendre que le gouvernement a décidé de sa politique de défense avant d'arrêter sa politique étrangère. Le caractère superficiel de cet argument saute aux yeux lorsque nous songeons aux circonstances qui ont motivé ce débat.

Le gouvernement s'est senti obligé—et certes en tant que secrétaire d'État aux Affaires étrangères, j'ai abondé dans ce sens—de donner à nos alliés de l'OTAN autant de renseignements que nous le pouvions au sujet de notre attitude future avant la réunion de Washington. Il eût été très simple pour le gouvernement de n'annoncer, en prévision de cette réunion, que sa décision de demeurer dans l'OTAN. Cela aurait été la plus simple des choses à faire. On aurait ainsi évité le genre de débat que nous avons maintenant. Nous aurions pu omettre complètement de mentionner notre décision de réduire, en temps utile et d'une façon bien ordonnée, l'importance de nos forces terrestres en Europe.

Je n'ai aucune peine à imaginer les accusations qu'on aurait pu faire, à juste titre, contre le gouvernement si, avant cette réunion, nous avions simplement annoncé notre intention de rester dans l'Alliance, pour dire ensuite au public que nous entendions réduire nos forces en Europe. Cela aurait été malhonnête. Cela aurait été de la dissimulation. Nous avons cru que la seule conduite franche et honnête à suivre était de faire connaître à nos alliés d'abord notre décision, en matière de politique étrangère, de rester dans l'alliance et, deuxièmement, notre décision militaire encore incomplète, de réduire nos effectifs en Europe. Je dis que cette décision est encore incomplète puisqu'elle ne peut pas, dans l'ordre des choses, être définitive à ce stade-ci. En outre, le gouvernement, à cette étape-là, se devait de s'en tenir à sa décision du 3 avril. Je déclare au chef de l'opposition, qui a fait état de cette thèse et pour qui la déclaration du gouvernement était nettement conçue pour être interprétée différemment selon les personnes, qu'il nous aurait été tout à fait impossible, antérieurement à nos consultations avec nos alliés, d'aller plus loin que nous l'avons fait à cette étape-là.

Je le répète, nous avons le choix. Nous aurions pu garder le silence, mais on nous aurait alors accusés de tromperie. En l'occurrence, je dirais au chef de l'opposition que nous avons été aussi francs et honnêtes qu'il nous était possible de l'être, vu les circonstances.